GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – AMENDEMENT

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé	Date	Heure	Numéro	Département(s)
	08.03.2019			DDTE
Annule et remplace				

Auteur(s) : Conseil d'État		Lié à :(obligatoire) ad 18.018
Titre : Amendement au projet de loi portant modification de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire (LCAT)		
Contenu :		
<p>Article 47b, alinéa 1, lettre a</p> <p>¹La commune dispose d'un droit d'emption légal qui est considéré comme étant d'utilité publique au sens de l'article 4 de la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (LEXUP) sur <i>tous</i> les biens-fonds ou parties de ceux-ci qui sont affectés à un <u>secteur</u> stratégique reconnu par le plan directeur cantonal et qui ne sont pas construits <u>ou utilisés conformément à leur affectation ou à un secteur communal au sens de l'article 59, alinéa 2, lettres q et r, de la présente loi et qui ne sont pas utilisés conformément à leur affectation :</u></p> <p>a) dans les 10 ans suivant la date d'entrée en vigueur d'une zone ou d'un périmètre délimitant un <u>secteur</u> stratégique <u>ou un secteur communal</u> hors d'un pôle de développement économique ;</p>		
Motivation (facultatif) :		
Auteur ou premier signataire : <i>prénom, nom</i> (obligatoire) :		
Autres signataires (<i>prénom, nom</i>) :	Autres signataires suite (<i>prénom, nom</i>) :	Autres signataires suite (<i>prénom, nom</i>) :